

Place financière suisse : rôle et responsabilité

Discours tenu à Berne à l'occasion du SWIFCOB 20 sur le thème « Investir dans la biodiversité »

Beat Jans

Spécialiste de l'environnement, conseiller national, vice-président du PS suisse

« Le dépérissement provoqué par l'activité humaine continue de s'accélérer, à un rythme tel que plus de la moitié de toutes les espèces seront éliminées d'ici la fin du siècle. »¹ Cette citation du biologiste Edward O. Wilson, de l'Université de Harvard, offre des perspectives inimaginables.

Elles coïncident avec les mises en garde alarmantes du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui constatait en octobre 2018 que les émanations de gaz à effet de serre s'accéléraient et que toute une série d'épisodes climatiques nous menaçait au cas où l'humanité ne parviendrait pas à stabiliser à 1,5° la hausse anthropogène de la température terrestre. Un retour à une vie telle que nous la connaissons serait ensuite impossible.²

La crise climatique et le déclin de la biodiversité progressent conjointement. Ils se renforcent mutuellement. Si le climat se réchauffe, les forêts brûlent, les récifs de corail disparaissent, les zones humides s'assèchent et les sols de la toundra dégèlent. Les organismes ainsi anéantis feront défaut pour convertir le CO₂ en oxygène et le stocker sous forme de carbone, si bien que le climat continuera de se réchauffer.

En ce qui concerne la corrélation entre les flux financiers et l'appauvrissement de la biodiversité, pratiquement personne ne peut fournir d'informations compétentes, tant dans le secteur financier que dans la classe politique. Le traitement du thème n'en est qu'à ses débuts. Toute personne intéressée par le rôle de l'argent dans la sauvegarde de la diversité de la vie apprendra toutefois des choses du côté de la protection du climat. En effet, comme mentionné plus haut, les parallèles sont considérables, mais le débat est

¹ Edward O. Wilson, «The 8 Million Species We Don't Know», The New York Times, 3 mars 2018.

² Intergovernmental Panel on Climate Change. «Summary for Policymakers» in Global Warming of 1.5° C: an IPCC Special Report (Genève, World Meteorological Organization 2018), p. 6.

nettement plus avancé dans le domaine climatique. Il est en outre incontesté qu'il ne sera pas possible d'enrayer la disparition des espèces sans avoir freiné le réchauffement du climat au préalable. C'est pourquoi je parlerai surtout du climat aujourd'hui.

Moyens requis disponibles

C'est en 2006 que l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, Sir Nicolas Stern, avait calculé dans son rapport pionnier que le changement climatique pourrait être endigué si environ 1% du PIB mondial était consacré à la transformation énergétique.³ Aujourd'hui, une décennie gaspillée plus tard, il estime que déjà 2% du PIB serait nécessaire.

2% du PIB mondial équivaut à environ 1,7 billion de dollars. À titre de comparaison, les sociétés de cette planète cotées en bourse ont réalisé ensemble en 2018 un bénéfice de plus du double de ce montant, à savoir 4,1 billions de dollars (FMI). Elles en reversèrent 1,1 billion sous forme de dividendes. Les dividendes sont des contributions versées par une entreprise à ses actionnaires pour les maintenir de bonne humeur. Avec ce seul cadeau aux investisseurs, on aurait déjà pu résoudre deux tiers du problème.

Flux financiers mal aiguillés

Selon une étude de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le seul secteur énergétique a investi 1,85 billion chaque année, à l'échelle mondiale, c'est-à-dire assez pour résoudre le problème selon Stern. Mais il n'a investi qu'un quart de ce montant dans les énergies renouvelables et trois quarts dans les énergies fossiles. Au lieu de résoudre le problème, il ne cesse de l'aggraver. Il recherche toujours systématiquement de nouveaux gisements fossiles, construit des pipelines pour le gaz et le pétrole, qui ne seront rentables que s'ils accélèrent la crise climatique. En effet, aujourd'hui, le volume des gisements de combustibles fossiles est déjà cinq fois supérieur au volume qu'il serait admis de brûler pour stabiliser la température terrestre. Il existe donc déjà une bulle du carbone. Mais on continue à investir dans ce secteur.

Certains justifient leurs investissements fossiles d'un point de vue écologique. En tant qu'actionnaire, on pourrait agir pour faire en sorte que ces entreprises abandonnent leurs stratégies fossiles au profit de stratégies renouvelables. Mais ce n'est guère le cas. Les grandes compagnies pétrolières européennes Shell, BP, Total, Eni et Equinor ont investi ensemble environ 90 milliards de dollars, dont seulement 5,5 en énergies renouvelables. Et ce, trois ans après l'accord de Paris.⁴

³ *Economics of Climate Change The Stern Review*, Cambridge Press, 2006

⁴ The Guardian: "Royal Dutch Shell may fail to reach green energy targets". 3. jan. 2020

Peu d'investissements sont également aiguillés vers la biodiversité. Un récent rapport de l'OCDE estime qu'environ 39 milliards de dollars sont investis dans la biodiversité.⁵ Les seules subventions dommageables à la biodiversité sont dix fois supérieures. Les flux financiers s'opposant à la sauvegarde de la diversité biologique sont donc vingt fois supérieurs à ceux consacrés à sa conservation.

Un bilan mondial décevant

Le bilan s'avère extrêmement décevant depuis l'accord de Paris sur le climat, par lequel tous les pays se sont engagés à faire en sorte que les flux financiers favorisent la réalisation de l'objectif de hausse des températures à 1,5°. Non seulement les flux monétaires anéantissent les valeurs écologiques à un rythme soutenu, mais ils accélèrent également la concentration asociale de la fortune au travers de versements de dividendes élevés. Et comme les catastrophes naturelles se multiplient avec le réchauffement climatique et qu'un nombre croissant d'infrastructures et d'installations de production sont abandonnées à la destruction, ils détruisent également des valeurs économiques.

Les flux financiers ne favorisent aujourd'hui un développement durable à aucun titre – ni écologique, ni social, ni économique.

Il faut beaucoup de talent aujourd'hui pour expliquer à un jeune préoccupé comment le capitalisme sous cette forme dégénérée entend préserver notre planète pour les générations à venir sans intervention politique radicale. Je n'ai pas non plus la rhétorique requise pour y parvenir.

Rôle majeur du marché financier suisse

J'ai été invité à parler du rôle de la place financière suisse. Et je le dis d'emblée : son rôle serait considérable. J'insiste sur le conditionnel. Si la place financière suisse se comportait comme pionnière en matière de crédit et de placement propice aux espèces et au climat, elle influencerait très certainement les marchés et donc l'évolution de l'économie mondiale. Selon Swissbanking, le secteur bancaire suisse gère plus d'un quart de toutes les fortunes transfrontalières. Il est donc numéro un à l'échelle mondiale.

D'une part, il gère notre propre argent. En Suisse, nous avons confié la somme astronomique de 1,5 billion de francs à nos compagnies d'assurances

⁵ OECD: *Biodiversity: Finance and the Economic and Business Case for Action. Report 2019*

et institutions de prévoyance.⁶ La place financière suisse gère en outre 3700 milliards de dollars en fortunes privées. Avec un volume de 2300 milliards de dollars en avoirs provenant de l'étranger, la Suisse est la première place financière offshore au monde.⁷

Un bilan national nettement insuffisant

Bon nombre de ces avoirs gérés en Suisse se trouvent dans des entreprises qui stimulent la crise climatique et la disparition des espèces par l'extraction, l'exploitation, le traitement ou l'utilisation du carbone. Selon certaines estimations, environ 15% de tous les placements qui s'inspirent des indices et des benchmarks courants investissent dans les énergies fossiles.

La Banque nationale aussi est un grand « global player ». En 2017, elle avait investi environ 7,4 milliards de francs dans les entreprises présentant les plus grandes émissions de CO₂. Si elle avait réinvesti ce placement dans les entreprises favorables au climat, elle aurait réduit de moitié les émissions liées à son portefeuille d'actions. Et elle aurait amélioré le résultat financier des années 2015 à 2017 de 20 milliards de francs.⁸ Pourtant, la BNS refuse encore aujourd'hui de gérer explicitement son portefeuille en fonction des risques climatiques ou biodiversitaires.

Les investissements effectués sur la place financière suisse provoquent chaque année des émissions de gaz à effet de serre estimées à plus de 1100 millions de tonnes. C'est vingt fois plus que ce que la Suisse émet. Elle finance ainsi un scénario mondial de changement climatique de 4 à 6 degrés Celsius.⁹ On peut aussi en tirer une autre conclusion : l'argent n'est pas le problème ; le problème, ce sont les investisseurs et leurs conseillers, mais ils n'assument pas leur responsabilité.

Pourquoi tant d'hésitation sur la place financière suisse ?

Pourquoi ? Il me faut tout d'abord relativiser, car il y a de l'espoir : les signaux montrent que le besoin d'agir se fait également sentir dans les instituts financiers suisses. L'Association des banquiers Swissbanking a inscrit la durabilité

⁶ Investisseurs institutionnels suisses en 2014 (en francs) : caisses de pension 755 milliards, fonds AVS/AI/APG 35 milliards, SUVA 44 milliards, Banque nationale suisse 445 milliards, assurances 530 milliards, Eglise 8 milliards, cantons et communes 93 milliards (des chevauchements sont possibles entre les assurances et les caisses de pension).

⁷ NZZ du 7.6.2016: Schweiz weiterhin führend.

⁸ <http://www.artisansdelatransition.org/rapports.html#carbon-invest-rapports>

⁹ OFEV (2015) : Risque carbone pour la place financière suisse. Zurich/Vaduz, 23 octobre 2015.

et la protection du climat parmi ses objectifs ; l'UBS et plus récemment même le Crédit Suisse ont pris des premières décisions. Swiss Re, quelques compagnies d'assurances et de grandes caisses de retraites le font déjà depuis plus longtemps. Et même le conseiller fédéral Ueli Maurer voit aujourd'hui « de grandes perspectives dans l'instauration d'une place financière durable en Suisse ». Jörg Gasser, CEO de l'Association des banquiers, a annoncé fièrement mardi que les placements durables avaient progressé l'an dernier de 80% pour atteindre 720 milliards de francs.

La prudence est toutefois de rigueur par rapport à ces chiffres. Les produits financiers durables, dans leur grande majorité, ne contribuent pas à la protection du climat ou des espèces. Ils excluent peut-être les armements, le génie génétique et certains pays ou entreprises ne respectant pas les normes sociales. Le vocable « sustainable finance » couvre de nombreux produits aux orientations les plus variées. À ma connaissance, il n'existe encore aujourd'hui aucun fonds compatible avec l'accord de Paris et pratiquement aucun employé de banque susceptible d'aider un épargnant à placer son argent de telle sorte qu'il apporte la contribution requise au climat et à la protection des espèces. Entre 2015 et 2017, les deux grandes banques UBS et Crédit Suisse ont accordé des crédits pour un montant de 12,3 milliards de dollars au pétrole de sables bitumineux, au pétrole arctique, au pétrole des grands fonds, au gaz naturel liquéfié, aux mines de charbon et à l'énergie produite à partir de charbon, sapant ainsi l'accord de Paris sur le climat et les objectifs officiels de la Suisse en la matière.¹⁰ Le secteur financier suisse doit plutôt accepter le reproche de s'y être pris trop tard, même par rapport à d'autres pays.

Pourquoi en est-il ainsi ? Deux raisons peuvent l'expliquer. Tout d'abord l'ignorance. À l'occasion d'entretiens avec de nombreux responsables du secteur financier, j'ai dû constater des connaissances insuffisantes par rapport aux corrélations concernées. Les responsables n'écoutent pas les scientifiques, refoulent leurs prévisions ou ne savent pas par où commencer. J'ai encore rencontré récemment des dirigeants de grands instituts financiers qui ignoraient ce qu'était la bulle du carbone.

La deuxième raison réside sans doute dans l'histoire et la tradition. La place financière suisse a notamment grandi grâce à de l'argent sale. Le besoin d'ordre et de propreté est mesurée. L'adoption officielle d'une stratégie de

¹⁰ https://www.banktrack.org/download/banking_on_climate_change/banking_on_climate_change_2018_web_final.pdf

l'argent propre n'a eu lieu qu'il y a une bonne dizaine d'années, lorsque les dommages avaient déjà été causés. Pendant des décennies, les banques suisses avaient accepté ou activement rapatrié en Suisse de l'argent non déclaré. La critique croissante des gouvernements étrangers se heurtait à leur autojustification et à des formules impassibles. « Le secret bancaire est pratiquement dans nos gènes », déclarait Kaspar Villiger, conseiller fédéral PRD, en mars 2000, et le ministre des finances, Hans-Rudolf Merz, PRD, affirmait encore en mars 2008 à l'attention de l'UE : « Vous vous casserez les dents sur le secret bancaire ». La majorité politique de la Suisse et la place financière, qui travaillaient toujours main dans la main, s'entêtèrent à l'époque, ignorèrent les signes du temps et le payèrent cher par la suite. Certaines banques suisses ont dû payer des amendes de plusieurs milliards. La stratégie de l'argent propre était beaucoup trop tardive. Les responsables de ce désastre l'admettent aussi après coup.

Cela ne devrait pas se reproduire en Suisse. Dans ce contexte, il est probable que Swissbanking passera à l'action en matière de finances durables. Il suffit de renoncer au greenwashing et de cesser d'investir dans les entreprises fossiles. Une chose est évidente : le secteur financier doit forcément se réorienter à l'échelle mondiale, pour que la catastrophe climatique soit évitée. Et enfin, et ce sera l'enseignement de l'époque de l'argent sale, ce sont les derniers qui en pâtiront.

Pourquoi tant d'hésitation dans la classe politique ?

Pourquoi la politique n'intervient-elle pas plus rapidement et ne soumet-elle pas les banques ? À l'instar de l'UE, qui a rapidement adopté un plan d'action afin d'engager le secteur financier par rapport à l'objectif de l'accord de Paris sur le climat.

Rien ne fonctionne encore en Suisse sur le plan politique. La protection du climat est absente de la Constitution fédérale et aucune loi ni aucune ordonnance ne tient compte à l'heure actuelle des répercussions climatiques indirectes et directes des activités du secteur financier. Toutes les motions revendiquant des réglementations contraignantes ont été rejetées jusqu'à présent. Les premières avaient été soumises il y a six ans. Certes, en signant l'accord de Paris sur le climat, le Conseil fédéral s'est engagé à faire en sorte que les flux financiers favorisent la réalisation de l'objectif de 2°. Mais il mise totalement sur la bonne volonté du secteur financier.

Le projet de la nouvelle loi sur le CO₂, que le Conseil fédéral avait présenté à l'occasion de la mise en œuvre de l'accord sur le climat en 2017, ne mentionne nulle part le marché financier. Un revirement est toutefois en vue. Le Conseil des États a corrigé le tir. Il a ajouté que le secteur financier était

également concerné par le CO₂. Il demande à l'organe de contrôle du marché financier (FINMA) de ne pas perdre de vue les risques liés au réchauffement climatique pour les instituts financiers. Et il demande à la Banque nationale d'analyser les risques liés au changement climatique pour l'économie nationale. Je suis confiant et je pense que ces dispositions passeront l'obstacle parlementaire.

Ce serait en tout cas un premier pas. Berne a bien reçu le message selon lequel le climat constituait un risque pour notre argent. Et que l'argent mal investi constituait un danger pour la vie sur notre planète. Mais ce message ne s'est pas encore imposé. Le secteur financier s'oppose encore à ce que la politique lui impose des conditions. C'est une question de temps, jusqu'à ce qu'il y ait des modifications de la loi. Ne serait-ce que parce que toutes les grandes banques, peu désireuses de perdre leur accès aux marchés étrangers, exigeront que la Suisse respecte les consignes du plan d'action européen.

J'ai écrit il y a six ans les premières motions exigeant que les investisseurs tiennent compte de la protection du climat. Aujourd'hui, grâce aux grévistes du climat, la question est définitivement thématifiée à Berne. Durant la seule dernière session, une dizaine de motions ont été déposées. La pression s'accroît donc sur les instituts financiers. À cet égard, une motion signée par l'ensemble des partis et déposée en décembre me paraît tout à fait remarquable. La conseillère nationale Nadine Masshard (PS) demande au Conseil fédéral de publier un rapport sur les risques financiers liés au déclin de la biodiversité pour la place financière suisse. Cette démarche est sans doute liée à l'impatience justifiée des jeunes par rapport à une pratique politique bien rodée, qui s'adonne à la nonchalance depuis des décennies. « Gäng wie gäng » (rien ne change), dit-on à Berne.

Et pourtant, des changements radicaux sont incontournables à l'échelle mondiale, pour pouvoir enrayer le réchauffement climatique et la disparition des espèces. La formule « Gäng wie gäng » a fait long feu. Elle mène tout droit à la catastrophe.

Il faut restructurer d'urgence le système économique et la consommation. Tous les protagonistes et toutes les institutions sont invités à accomplir des efforts exceptionnels et à contribuer à la sauvegarde de la diversité et de la beauté de notre planète et à la prévention d'immenses tragédies humaines.

Il n'y aura ni alternatives ni excuses.

Dateiname: 12-Jans_F.docx
Verzeichnis: /Users/schoeni/Library/Containers/com.microsoft.Word/Data/Documents
Vorlage: /Users/schoeni/Library/Group Containers/UBF8T346G9.Office/User Content.localized/Templates.localized/Normal.dotm
Titel:
Thema:
Autor: Beat Jans
Stichwörter:
Kommentar:
Erstelldatum: 18.02.20 08:37:00
Änderung Nummer: 2
Letztes Speicherdatum: 18.02.20 08:37:00
Zuletzt gespeichert von: Ursula Schöni
Letztes Druckdatum: 18.02.20 08:37:00
Nach letztem vollständigen Druck
Anzahl Seiten: 7
Anzahl Wörter: 2'738
Anzahl Zeichen: 15'081 (ca.)